

## PROCHAINE ASSEMBLÉE ET FAIBLE QUOTIENT ÉLECTORAL

## Encore des députés mal élus ?

**Il sera lourd le handicap que traîneront les députés qui seront désignés le 11 du mois prochain pour siéger à l'APN. Ils entreront dans la Maison du boulevard Zighoud-Youcef avec une représentativité électorale amoindrie. Leur crédibilité en prendra incontestablement un coup.**

Et pour cause, certains de ces représentants du peuple seront élus par moins de 1% des électeurs inscrits dans leur circonscription électorale respective. En 2007, cet indicateur de mesure — ne pas confondre avec le taux de participation — n'avait pas atteint les 2%. Citons à titre d'exemple le cas d'El Hachemi Djar élu, en 2007, sur la liste du FLN à Boumerdès. Après calcul du quotient électoral — 5 756 voix — et la répartition des 8 sièges de la circonscription, on peut considérer que l'actuel ministre de la Jeunesse

et des Sports n'a été élu que par 1,47 % des 390 392 électeurs inscrits à l'époque dans la wilaya de Boumerdès.

En la matière, ce qui était valable pour Boumerdès, l'était aussi pour les autres circonscriptions du pays. Dans une conjoncture, politique notamment, plus difficile, tout laisse à penser en effet que pour les législatives du 10 mai, le quotient électoral, si bien entendu le taux de participation ne sera pas artificiellement boosté, battra sûrement un record vers la baisse. C'est à l'issue du calcul de ce paramètre que



Les futurs députés traîneront le handicap de la représentativité.

sont répartis les sièges. L'ampleur de ce dénominateur mathématique est, en outre, déterminante pour mesurer la crédibilité d'une représentation politique car l'importance de ce quotient est révélatrice de la force et

de l'efficacité de la participation des électeurs de chaque région.

Le système électoral dit «à la proportionnelle» en cours dans notre pays impose cette méthode de répartition des sièges des institu-

tions populaires (APC, APW et APN).

## Le quotient électoral

Le quotient électoral est ce nombre, variable d'une circonscription à une autre, de voix servant de référence à la distribution des sièges entre les listes de candidats ayant obtenu, selon l'article 86 de la loi 12/01 portant régime électoral, 5% et plus des suffrages.

Les magistrats qui siègeront au soir du 10 mai au sein des commissions électorales de wilayas procéderont ainsi : au nombre de votants, ils soustrairont les bulletins nuls. Les bulletins nuls sont singulièrement importants dans notre pays — entre 10 et 20% des suffrages —. Une fois cette première opération réalisée, l'on aboutit au nombre de bulletins dits «voix exprimées».

Seconde opération, les magistrats retrancheront du pactole des voix exprimées, celles destinées aux listes n'ayant pas atteint la barre des 5%. Le solde de voix obtenu après ces deux opérations est divisé par le nombre de sièges de la circonscription pour obtenir le quotient électoral.

Le capital des voix obtenues par chaque liste non éliminée est divisé par ce quotient pour déterminer le nombre de sièges à pourvoir à chaque liste. Dès le moment où il n'y a plus de listes ayant un nombre de voix égal ou supérieur au quotient électoral, l'on passe au classement, par ordre décroissant, des restes de voix de chaque liste de candidats pour, éventuellement, attribuer les sièges qui n'ont pas encore trouvé preneur.

Abachi L.

## COMMUNIQUÉ

Djezzy sponsor de la 1<sup>re</sup> édition de l'événement Web Algeria 2.0

Fidèle à sa vocation d'entreprise citoyenne qui partage les mêmes passions que son peuple, Djezzy est de ce fait le sponsor Gold de l'événement Algeria 2.0 qui se tiendra jusqu'au 21 avril 2012 au Cyberparc de Sidi-Abdellah.

Algeria 2.0 est un événement web algérien qui réunit l'élite du web : entreprises, institutions, étudiants et professionnels pour échanger les expériences et les tendances liées au développement des nouveaux moyens de communication 2.0 dans les technologies de l'information et de la communication.

Cette première édition de Algeria 2.0 se déroulera sous forme d'un mini-festival numérique englobant :

- La 2<sup>e</sup> édition du JOOMLA ! Day Alger
- La 3<sup>e</sup> édition du Start-up Week-end Alger
- La 1<sup>re</sup> édition du Algeria Mobile Challenge, un concours de développement d'applications sous différentes plates-formes (IOS, Android, Blackberry...).

Cette manifestation qui se tient à l'incubateur du Cyberparc de Sidi-Abdellah est destinée aux amateurs bien entendu, mais surtout aux étudiants ainsi qu'aux professionnels du Web avec un thème supplémentaire et rénovateur : le E-JURIDIQUE qui sera mis en exergue sous forme de conférences-débats sur la législation algérienne et le Web, animées par des experts consultants dans le domaine.

## MENASRA À PARTIR DE AÏN DEFLA :

## «Le pouvoir ne veut pas du changement»

**Prenant la parole devant un auditoire nombreux composé d'hommes et de femmes, dont certaines accompagnées de leurs bébés, Abdelmadjid Menasra, le chef du Parti du changement, a animé un meeting mardi en fin d'après-midi à la salle Benbadis de Aïn Defla, où il a présenté les grandes lignes de sa formation et sa lecture des comportements du pouvoir et de son administration.**

En guise de préambule, l'orateur a parlé de «la volonté du pouvoir de disperser les voix de l'électorat, de changer les personnes et les figures et de perdurer dans ce statu quo».

Et de rappeler que «le député, seul, ne peut rien apporter à ses électeurs, ni à sa ville, ni à sa région mais que seule une majorité forte pourra imposer à l'exécutif de réelles politiques de développement dans les différents domaines».

Il préconise de «sanctionner, par la voie des urnes, les partis qui sont à l'origine des malheurs et des souffrances qu'a vécus le peuple algérien depuis des décennies». Evoquant les réformes annoncées, il déclarera que «le temps des rafistolages et des accommodages est fini, dépassé, parce que les déchirures sont géantes».

Il dira que, dorénavant, l'unicité

de la pensée, de la gestion, celle d'un seul homme, ne peut plus être acceptée, «aussi nous ne voulons plus d'un régime présidentiel».

«Ni l'armée ni la police, quelles que soient leurs forces, ne peuvent protéger l'Algérien. Seul un peuple uni derrière un pouvoir législatif fort de sa représentativité, de sa majorité, pourra le faire, contrôler l'Etat, initier des politiques réelles de développement à même de faire de l'Algérie un grand pays», a-t-il ajouté. Et de citer les cas de la Tunisie, de l'Égypte et du Yémen : «Nous ne sommes pas partisans de la violence, de l'écoulement du sang des Algériens, nous avons assez donné... 200 000 morts en 10 ans sans qu'ils savent pourquoi ils sont morts... Notre printemps ne sera pas rouge de sang comme certains le veulent.»

Dans ce cadre, il déclare : «On



(le pouvoir, ndlr) nous brandit comme une menace pour faire peur et ainsi perdurer dans sa conduite et ses comportements.»

Pour justifier ses critiques, il évoque un gouvernement qui est dépassé par un ensemble de crises : «La pomme de terre à 150 DA le kg, les drames engendrés par les intempéries, la pénurie de gaz, les jeunes poussés à la hargne, les cerveaux contraints à l'émigration, la corruption qui sévit à tous

les niveaux de gestion (...) cela n'est pas la faute du Nato, de Sarkozy ou de la main étrangère, mais la faute incombe à une gestion défailante sur tous les fronts.»

La solution selon Menasra ne peut venir que par les sciences et le savoir, qui seuls sont à même de nous libérer et certainement pas par l'ignorance.

«Actuellement, les enseignants s'attellent à gérer les grèves tandis que le ministère de l'Education distribue des diplômes et que le niveau de notre système éducatif est en chute libre.»

Toutefois, il prévient «que si au sein de la future APN, aucune majorité ne se dégagera, cette APN ne tiendra pas 5 ans».

«Face aux manœuvres de dispersion des voix, ce sera au peuple de déjouer ces manœuvres en donnant la majorité à une force politique», dit-il en réponse à une question.

Sur la question d'éventuelles alliances, Menasra dira : «Nous sommes pour l'alliance avec des formations islamiques ou laïques, mais sur la base de convergences des programmes.»

Karim O.

## Carnet de campagne

**Le tirage au sort étant effectué, les partis politiques et les candidats indépendants n'ont plus aucune raison pour justifier l'absence d'affichage. La campagne électorale, au quatrième jour, peinait toujours à décoller réellement. Les chefs de file des partis politiques multiplient les sorties dans une tentative d'impulser une dynamique à une campagne des plus moroses.**

## Les premières plaintes viennent de l'Ouest

Comme il fallait s'y attendre, les premières plaintes commencent à pleuvoir. C'est à Oran que les présidents de commissions de wilaya de surveillance des élections ont été saisis pour des problèmes d'emplacements d'affichage. Des réserves ont, en effet, été formulées au sujet de l'installation de panneaux géants de 6 mètres à Misserghine, l'affichage sauvage à Bir-El-Djir et la dotation d'un seul site de panneaux d'affichage sur 15 programmés à Mers-El-Kebir sans compter l'installation de panneaux dans des espaces dangereux pour la circulation routière, à l'exemple de ceux installés dans un virage à proximité d'un grand hôtel.

## Les enseignants en force

Les enseignants tous paliers confondus sont présents en force sur les listes électorales. Il s'agit souvent de figures connues du mouvement syndical qui ont décidé de tester leur popularité sur un terrain autre que celui du syndicalisme. Beaucoup d'entre eux se sont inscrits sur des listes de partis politiques alors que d'autres tentent l'aventure en tant que candidat indépendant.

## Amara Benyounès réplique

Premier à avoir été épinglé par la Commission nationale de surveillance électorale pour avoir utilisé la langue française lors d'un meeting, Amara Benyounès réplique. A son tour, il saisit la commission pour attirer son attention sur l'utilisation de la religion par les partis se réclamant de la mouvance islamiste. Sa plainte sera-t-elle prise en compte par la commission présidée par Seddiki ?

## Bensalem veut plus

Le numéro un du Parti du renouveau algérien (PRA) n'est pas du tout d'accord avec les partis qui proposent de réduire les salaires des députés. Kamel Bensalem y voit même une tentative de frapper la crédibilité de l'APN. Il propose carrément de

revoir à la hausse les salaires pour redorer le blason des députés.

## Les assurances de Soltani

A ceux qui s'inquiètent de voir l'Alliance pour une Algérie verte l'emporter, Soltani rassure : l'alliance ne présidera pas seul en cas de victoire. Le leader du MSP assure qu'il laissera de la place à toutes les sensibilités politiques y compris les démocrates pour gouverner. Cela suffira-t-il pour rassurer ?

## Le FFS à l'épreuve du terrain

Le numéro un du Front des forces socialistes (FFS) s'est frotté à la réalité du terrain. Laskri a, en effet, choisi une sortie de proximité à Bab-El-Oued. Il y a rencontré des jeunes particulièrement désabusés à qui il a dû développer un discours optimiste.

## Benbaïbeche sur les pas de Rebaïne

La ville de Annaba est particulièrement courtisée par les candidats aux élections législatives. Tahar Benbaïbeche y était hier pour un meeting populaire au niveau du palais de la culture. Ses sympathisants n'ont pas eu le temps de quitter la salle que les militants de AHD 54 ont pris leur place.

Nawal Imès